

Document

Voilà pourquoi la Syrie de Bachar el-Assad ne tombera pas !

(par Pierre Khalaf - Réseau Voltaire)

26 août 2012



La tendance en Syrie

Voilà pourquoi la Syrie de Bachar el-Assad ne tombera pas !

Par Ghaleb Kandil

Les derniers développements en Syrie ont apporté une série d'indices importants qui auront des conséquences décisives sur le cours de la guerre mondiale menée par les États-Unis pour détruire ce pays.

Contrairement aux informations et aux impressions des stratèges états-uniens et de leurs complices européens et arabes, véhiculées par des centaines de médias (presse, audiovisuel, et électronique) engagés dans la bataille, les escadrons de la mort, les mercenaires et les groupes takfiristes acheminés de toutes les régions du monde, ont essuyé un cuisant revers dans les combats. Pourtant, les responsables turcs et leurs alliés qataris et saoudiens avaient promis, comme ils l'avaient déjà fait l'année dernière à la même époque, que le mois du ramadan verrait la chute du régime résistant en Syrie. Ces illusions se sont encore une fois dissipées sur les champs de batailles, où les bandes armées ont laissé des milliers de morts, de blessés et de prisonniers.

En effet, l'offensive générale lancée par les extrémistes contre Damas s'est soldée, de l'aveu même des médias occidentaux, par des pertes énormes. La force composée de mercenaires locaux et de jihadistes du monde entier a été littéralement anéantie par l'armée syrienne qui pourchasse les rescapés dans la campagne de la capitale. Des tonnes d'armes ont été saisies et une lourde

infrastructure a été détruite et démantelée. Il faudra des mois pour reconstruire une telle capacité de nuisance... s'ils y parviennent.

L'issue de la bataille d'Alep est désormais connue. Les extrémistes tombent par milliers devant l'avancée méthodique de l'armée, qui a quasiment réussi à rompre les lignes de ravitaillement des mercenaires venus des camps d'entraînement dirigés par la CIA en Turquie. Les bandes armées ne parviennent plus à acheminer des renforts dans la ville qu'au prix de pertes énormes. Leurs colonnes motorisées faite 4x4 équipés de mitrailleuses lourdes, offertes par leurs sponsors régionaux, avancent à découvert sous le feu des hélicoptères et des chasseurs de l'armée, et tombent dans les embuscades tendues par les unités d'élite, infiltrées derrière les lignes ennemies. Selon des experts, le tiers des extrémistes est composé de jihadistes venus du Maghreb arabe, de Libye, du Golfe, d'Afghanistan, du Pakistan et de Tchétchénie. Le directeur du renseignement de l'Union européenne, le Français Patrice Bergamini, a reconnu (dans une interview accordée vendredi 17 août au quotidien libanais *Al-Akhbar*) l'importance du rôle joué par les jihadistes dans le conflit syrien et souligne que l'opinion publique occidentale est désormais consciente du danger qu'ils représentent. Il est clair que le nettoyage par l'armée syrienne de la ville d'Alep et de sa campagne n'est plus qu'une question de temps.

Les cuisants revers subis par les bandes armées partout en Syrie montrent que l'Armée arabe syrienne, bâtie sur de solides bases idéologiques, a très vite assimilé les leçons de la guerre et a développé des stratégies de contre-guérilla urbaines et rurales, qui lui ont permis d'asséner des coups durs aux extrémistes, en dépit des énormes moyens militaires, matériels, financiers et médiatiques, mis généreusement à leur disposition par une coalition de plusieurs dizaines de pays. Sans oublier les sanctions adoptées contre le peuple et l'État syriens, en dehors du cadre des Nations unies.

Il est également important, pour comprendre et deviner l'évolution de la situation, d'analyser l'état d'esprit du peuple syrien. Sans un authentique appui populaire —bien évidemment occulté par les médias occidentaux— le président Bachar el-Assad et son armée n'auraient pas pu résister et repousser cette offensive. Ce soutien populaire est dû à trois facteurs : une majorité de Syriens sont conscients que leur pays est la cible d'un complot visant à vassaliser la Syrie pour l'inclure dans le camp occidental-impérialiste et, par conséquent, la supprimer de toutes les équations régionales. Alors que ces quatre dernières décennies, la Syrie était au cœur de ces rapports de force et rien ne pouvait se faire au Moyen-Orient sans elle. Ces larges franges de la population sont attachées à l'indépendance politique de leur pays et sont prêtes à combattre pour la défendre. Cela explique que des milliers de jeunes gens se portent volontaires pour rejoindre les rangs de l'armée. Ensuite, les experts estiment que 20 % de l'opinion publique, qui ont sympathisé à un moment ou à un autre avec l'opposition, ont découvert le vrai visage des extrémistes, qui multiplient les exactions sauvages dans les régions qu'ils contrôlent (viols, exécutions sommaires, massacres, pillages...). Les médias occidentaux se font de plus en plus l'écho de ces agissements barbares. Ensuite, profitant de ce changement d'humeur de la population, notamment dans les régions rurales où les gens sont fatigués, l'État syrien a mis en place des moyens de communications discrets, qui permettent à la population d'informer l'armée de la présence des terroristes. Cela explique pourquoi et comment ces dernières semaines, les unités spéciales et l'aviation réussissent à mener avec succès des frappes ciblées contre les repères et les bases des bandes armées. En parallèle à tous ces développements sur le terrain, les alliés régionaux et internationaux de Damas font preuve d'une fermeté à toute épreuve et développent des initiatives politiques et diplomatiques, évitant ainsi de laisser le terrain libre aux Occidentaux. Le succès de la rencontre de Téhéran, qui a regroupé 30 pays dont la Chine, l'Inde, la Russie, neuf pays arabes et des États d'Amérique latine et du sud et d'Afrique, illustre ces nouveaux rapports de force. La formation de ce groupement d'État a constitué un message fort aux Occidentaux et compromet

sérieusement leur projet d'établir, en dehors du cadre des Nations unies, une zone d'exclusion aérienne dans le nord de la Syrie.

Les derniers mois de 2012 seront décisifs dans l'élaboration de nouveaux équilibres régionaux et internationaux et dessineront une image nouvelle à partir de Damas, grâce à la victoire de l'Etat national syrien dans la guerre universelle lancé contre lui.

La tendance générale

Les nouveaux missiles sophistiqués et précis de la Résistance libanaise

Par Pierre Khalaf

Depuis plusieurs semaines, les dirigeants israéliens battent les tambours de la guerre totale. Ils menacent d'attaquer le Liban et les installations nucléaires iraniennes, ainsi que la Syrie, dans l'espoir de sauver d'un échec assuré le complot occidental ourdi contre ce pays. Le chef de la Résistance, sayyed Hassan Nasrallah, a répondu aux menaces d'Israël. Dans son discours à l'occasion de la journée mondiale al-Qods, il a établi une nouvelle équation basée sur une frappe stratégique dissuasive et sans précédent. Sayyed Nasrallah a en effet révélé que la Résistance possédait des missiles sophistiqués et précis, capables d'atteindre des cibles de la taille d'un point, en Palestine occupée. Il a également indiqué que la Résistance était en possession d'une banque de cibles et que des missiles sont déjà braqués sur ces infrastructures vitales dont la destruction constituerait pour Israël une véritable catastrophe. Le bilan des pertes israéliennes serait considérable.

Les experts israéliens savent très bien à quelles cibles et à quels missiles sayyed Nasrallah fait allusion. Son message fort a été bien reçu et compris, et dissuade l'Etat hébreu de lancer son agression. Quelques missiles sophistiqués prêts à être tirés peuvent brûler le cœur d'Israël et faire des dizaines de milliers de victimes et deux millions de déplacés.

À chaque apparition et après chaque nouvelle équation, sayyed Nasrallah contraint les Israéliens à réviser leurs calculs et à compter jusqu'à un million avant de lancer une agression contre le Liban ou contre une des composantes de l'axe de la Résistance. Si la Résistance possède les missiles mentionnés par sayyed Nasrallah, alors les Israéliens devraient bien réfléchir à ce que peuvent renfermer les arsenaux de la Syrie et de l'Iran.

Les équations dissuasives imposées par la Résistance et expérimentées lors de la guerre de juillet 2006, sont une preuve indiscutable de la force que possède le Liban face à la machine de guerre israélienne. Elles constituent la meilleure réponse aux hommes politiques libanais qui appellent au désarmement de la Résistance, comme le leur demandent les ambassades occidentales et l'argent qatari et saoudien.

Déclarations et prises de positions

Sayyed Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

« Si Israël attaque l'Iran, il fournira à la République islamique l'opportunité qu'elle attend depuis 32 ans pour passer à l'offensive. L'Iran et Gaza sont les cibles d'une campagne de plus en plus intense à tous les niveaux. Israël a peur de l'Iran, il le craint. Le problème pour Israël, c'est que l'Iran est un État islamique de plus en plus puissant. Le Hezbollah n'est pas capable de détruire Israël, mais il peut transformer la vie de millions de sionistes en un véritable enfer. Le prix à payer pour une guerre contre le Liban est très, très élevé. Peut-être ne pouvons-nous lancer que quelques

missiles, mais ils rendront votre vie infernale. Il ne sera pas question d'une centaine de victimes, mais d'une dizaine de milliers de victimes. Une guerre aujourd'hui serait beaucoup plus coûteuse que la guerre de juillet 2006. Si Israël attaque le Liban, le Hezbollah n'attendra la permission de personne pour défendre le pays. La leçon de la guerre de juillet 2006, entre Israël et le Hezbollah, empêche les Israéliens de s'attaquer à l'Iran (...) La décision de l'Organisation de coopération islamique (OCI) de suspendre la Syrie dans le but d'isoler le régime de Damas est inacceptable. S'ils avaient fait preuve d'un peu de responsabilité historique, les membres de l'OCI auraient dû former un comité qui se serait rendu à Damas et Ankara et dans les pays arabes impliqués dans la crise syrienne afin de mettre terme au bain de sang en Syrie une fois pour toutes. Au lieu de demander à toutes les parties de revenir à la table du dialogue, le sommet islamique a encouragé les Syriens à partir en guerre. Le Hezbollah s'est comporté de façon responsable à l'égard de l'affaire des 11 pèlerins chiites libanais enlevés en Syrie en mai dernier. Nous avons dit aux familles des pèlerins de communiquer avec le gouvernement dans cette affaire afin que nos positions ne soient pas utilisées contre les otages. Nous ne connaissons pas les ravisseurs, c'est pour cela nous avons gardé le silence et nous avons demandé à l'État d'assumer la responsabilité. Les médias libanais ont été irresponsables en se lançant dans une course aux scoops. Ces médias ne craignent pas Dieu ! Je vous demande de craindre Dieu ! Ce qui s'est passé ces deux derniers jours est hors du contrôle du Hezbollah et du mouvement Amal. »

Michel Aoun, chef du Courant patriotique libre (allié du Hezbollah)

« Les tentatives d'abolir la formule armée-peuple-résistance sont un projet ennemi. Ceux qui prônent l'abolition de cette équation ont pour but de faciliter la phagocytose du Liban de manière à le soumettre à des équations internationales qui menacent son entité dans le futur. Sayyed Hassan Nasrallah, nous sommes dans le même camp. Nous sommes main dans la main jusqu'à ce que vous poursuiviez votre difficile combat (...) L'affaire Samaha est entre les mains de la justice. Conformément à nos traditions et aux traditions du Courant patriotique libre, lorsque la justice se saisit d'une affaire, nous la laissons agir loin de toute exploitation politique et des rumeurs. Nous considérons que tout ce qui a paru dans la presse est caduc jusqu'à la publication de l'acte d'accusation. C'est alors que la personne qui est aux arrêts devient accusée. »

Samir Geagea, chef des Forces libanaises (14-Mars, pro-américain)

« Les présidents Sleiman et Mikati ont une responsabilité historique à remplir pour éviter le danger de la détérioration de l'État au Liban ainsi que son anéantissement au milieu d'une crise d'une telle ampleur. Je condamne à 100 % les incidents des deux derniers jours qui ont donné l'impression que le Liban est un territoire totalement abandonné sans Constitution ni loi. Les groupes armés choisissent sans vergogne leur propre politique, kidnappent des personnes sans tenir compte des lois en vigueur. Cette affaire si noble soit-elle, ne justifie en rien les incidents qui ont eu lieu et leurs conséquences, susceptibles de paralyser le pays et d'annuler le concept de l'État. L'apparition de personnes sur les chaînes de télévision, proclamant leur appartenance au clan el-Mokdad et à sa branche armée est inacceptable. Si nous optons pour cette logique, nous aboutirons à des milliers de branches armées affiliées aux familles. Ces propos nuisent à la présence de l'État libanais et réduisent à néant le rôle des institutions constitutionnelles. Le rôle de ces mouvements de protestation est d'intimider les réfugiés et les parties qui s'opposent au régime syrien et qui soutiennent la révolution syrienne populaire. L'objectif de ces incidents est d'exercer une pression sur le président de la République et le Premier ministre car le régime syrien est mécontent de l'arrestation de Michel Samaha, goutte d'eau qui a fait déborder le vase. »

Nouhad Machnouk, député du Courant du futur (14-Mars)

« Il est improbable que le Hezbollah soit capable de menacer Israël et incapable de contrôler un clan dans une région présente sous son contrôle sécuritaire. L'enlèvement des 11 Libanais en Syrie est humiliant et condamnable et entre dans le cadre de l'exacerbation du conflit par les ravisseurs. Le gouvernement a été formé pour saboter la situation politique et pour soutenir le régime syrien. Il veut impliquer le Liban dans une politique de confrontation avec les pays arabes et occidentaux. Le Premier ministre Najib Mikati doit démissionner car il est prisonnier d'une logique politique bien déterminée. L'arrestation de Michel Samaha est le début de la fin du régime syrien au Liban. Nous soutenons la présence de l'armée au Nord et à la frontière mais si elle est incapable d'assumer son rôle à cause de sa présence au Sud, qu'une force internationale soit déployée pour contrôler la frontière avec la Syrie. »

Fouad Siniora, ancien Premier ministre (14-Mars)

« Ce que l'on a vu mercredi est inimaginable. Ces menaces, ce chaos, cette instabilité... Tout cela est dû à ces discours politiques qui n'ont eu de cesse de répéter que les armes protègent les armes, que le but est de sanctuariser les armes hors de l'État. Voilà ce qui a permis la propagation de ce climat et de cette culture liés aux exactions armées ; voilà ce qui a entraîné le dynamitage du prestige de l'État. Je pense que ce qui s'est passé mercredi n'est pas dû au hasard. C'est un nouveau chapitre du terrorisme infligé aux Libanais, pour éloigner les projecteurs de l'affaire Samaha-Mamlouk et tous ceux derrière eux. »

Mohammad Raad, chef du bloc parlementaire du Hezbollah

« Ce monsieur (Fouad Siniora, ndlr) a essayé d'annuler la dernière séance parlementaire sous prétexte de préserver l'unité nationale après le départ des représentants de la communauté chrétienne de l'hémicycle, mais il n'a pas bronché quand une autre communauté a quitté le gouvernement. Ce qui s'est passé mercredi n'est pas le dixième de ce qui s'est passé ailleurs, au Akkar notamment. Tout cela a contribué à l'absence de l'État qui ne nous a pas assuré un gendarme dans la banlieue sud. Est-ce notre boulot de contrôler la sécurité, de fermer les lieux de débauche, d'interdire la drogue ? Nous demandons à l'État d'être présent, mais il ne répond pas... Nous avons travaillé toute la nuit de mercredi à jeudi, mais le cheikh el-Assir, personne ne lui a rien dit, alors qu'il avait insulté le président Berry et sayyed Nasrallah. Et pour les otages ? Qu'avez-vous fait ? Rien. Surtout que certaines factions libanaises font des mains et des pieds pour qu'ils ne soient pas libérés. Tout ce qui vous importe, c'est de vous en prendre aux armes de la résistance alors que ce sont elles qui protègent le Liban. »

Général Amir Ali Hajizadeh, commandant des forces aérospatiales des Gardiens de la révolution iraniens

« La réponse de l'Iran à toute agression (israélienne, ndlr) sera rapide, ferme, destructrice et large. Les vociférations des dirigeants sionistes relèvent surtout d'une guerre psychologique et de propagande. S'ils veulent mettre en pratique leurs menaces, ce sera la seule action positive de ce régime de bourreaux et tueurs d'enfants. Ce sera une très bonne occasion et un très bon prétexte pour mettre fin à la vie honteuse de ce régime fantoche, occupant et usurpateur, et de sauver l'humanité de cette tumeur cancéreuse. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité, 17août 2012) Malak Akil

L'absence de la séance du dialogue de deux personnalités proches de Damas n'est pas anodine. Elle prouve l'existence d'un froid entre le président Michel Sleiman et les alliés de la Syrie. Dans les salons de la majorité, on évoque de plus en plus un « discours présidentiel » qui n'est plus en phase avec « l'agenda » du Hezbollah et « un froid » dans les relations entre Sleiman et le président Bachar al-Assad.

En révisant le discours du chef de l'État lors de la fête de l'Armée libanaise, le 1er août, les milieux de la majorité y voient un refus de tout « partenariat avec l'armée et les forces légales dans les domaines de la sécurité et de la souveraineté. » Dans les allocutions qu'il a prononcées à Jbeil, les mêmes milieux voient des signaux négatifs adressés au commandement syrien. Aux yeux de la majorité, le plafond de Baabda commence à « frôler les lignes rouges concernant les relations entre le Liban et les pays frères ». N'a-t-il pas dit à Ehmej : « Lorsqu'une relation commence à faire du tort au Liban, il faut la rompre, et quand elle sert ses intérêts il faut la rétablir ». Ces propos, sans précédent depuis le mandat d'Amine Gemayel, sont en « contradiction flagrante avec le contenu de l'accord de Taëf, notamment au niveau des relations privilégiées entre le Liban et la Syrie, indépendamment de ceux qui gouvernent chacun des deux pays », ajoutent les milieux de la majorité. Un autre point noir est inscrit sur le registre du président Sleiman : Que signifie le fait de recevoir les généraux Achraf Rifi et Wissam al-Hassan juste après l'arrestation de Michel Samaha ? Comment le président de la République peut-il se permettre de cautionner les accusations contre Samaha avant la fin de l'enquête. Et la liste des griefs continue : dans l'affaire des données de télécommunications, les dirigeants de la majorité, qui appellent au respect de la loi, sont traités d'assassins ; le président Sleiman « mendie » la participation du 14-Mars au dialogue, comme si seule la photo l'intéressait ».

Au palais de Baabda, on rejette toutes ces accusations, affirmant qu'il n'y a rien de nouveau dans les prises de positions du président Sleiman.

As Safir (14 août 2012)

Nabil haitham

Au-delà de la stupeur et du choc provoqués par l'arrestation de Michel Samaha, les milieux syriens proches de l'ancien ministre ont fait état d'un projet de coup d'État politique qui se préparait au Liban. Ils sont convaincus que l'arrestation de Samaha visait en avant tout la Syrie et le président Bachar al-Assad en personne.

Un responsable syrien affirme que l'opération menée par la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI), dont la loyauté aux ennemis de la Syrie au Liban est connue de tous, se comprend. Toutefois, ajoute ce responsable, les positions du président de la République Michel Sleiman et du Premier ministre Najib Mikati suscitent l'étonnement. Les visiteurs de la capitale syrienne soulignent à cet égard, que le chef de l'État, qui est censé être le protecteur de la loi, a félicité les renseignements des FSI à la suite de l'arrestation de Michel Samaha. La Syrie a de nombreux griefs contre le Liban et certains responsables libanais, ajoute la source syrienne. Mais, elle tenait toujours à ménager le principe de fraternité entre les deux pays. Le responsable syrien relève dans ce cadre la politique de distanciation adoptée par le gouvernement libanais vis-à-vis de la crise syrienne, se demandant si « les Libanais ont oublié le navire Lutfallah II chargé d'armes, intercepté à Tripoli ? Les Libanais ont-ils oublié les journalistes étrangers qui s'infiltraient en Syrie depuis les frontières libanaises ? Les Libanais ont-ils oublié que le Liban Nord, en particulier le Akkar, est le plus grand réservoir de combattants libanais, syriens, et étrangers qui traversent quotidiennement les frontières vers la Syrie. Le même responsable syrien affirme que la Syrie a traité dans le calme toutes ces questions durant ces derniers 18 mois, se contentant d'envoyer des mémorandums aux autorités libanaises.

An Nahar (Quotidien libanais proche du 14-Mars)

Rosanna Bou Mouncef (17 aout 2012)

La vague d'enlèvement des réfugiés syriens en riposte au rapt de Libanais par des rebelles syriens a laissé craindre une importation au Liban de la guerre qui sévit en Syrie. Ces incidents traduisent une forte volonté d'allumer un incendie au Liban après l'arrestation de l'ancien ministre et député Michel Samaha, et montrent que le fossé et les dissensions interlibanaises deviennent de plus en plus graves.

Le silence du Mouvement Amal et du Hezbollah à l'égard de ces incidents ont suscité de grandes questions chez des observateurs politiques. Pourquoi ont-ils laissé faire les kidnappeurs et ceux qui ont bloqué la route de l'aéroport ? Ont-ils encore la capacité d'empêcher ce genre d'agissements ? Jusqu'à présent, certains observateurs sont convaincus que le Hezbollah tente de ne pas se mêler ou de ne pas être impliqué directement dans tout incident qui risque de précipiter le Liban dans une discorde confessionnelle qui se solderait pour lui par de graves dommages. Les défenseurs de ce point de vue se basent sur le fait que le Hezbollah a tenté de ne pas apparaître sur le devant de la scène lors de plusieurs événements qui se sont produits.

Cette attitude rassure les observateurs sur le fait que les choses n'ont pas encore atteint le seuil de la guerre civile ou de la discorde sunnite-chiite. Cependant, le rythme des événements au Liban, à la lumière de ce qui se passe en Syrie, laisse craindre le basculement du Liban dans le piège, surtout si la crise syrienne se poursuit pendant des mois. Mais d'autres observateurs sont convaincus que le Liban est déjà en train de glisser pas à pas dans l'inconnu.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité, 17 août 2012)

Nasser Charara

Le directeur du Sitceu (Centre de situation, comprendre "renseignement") de l'Union européenne, le Français Patrice Bergamini, ne cache pas ses craintes pour la stabilité du Liban et de la Jordanie. Il pense que l'opinion publique occidentale commence à s'inquiéter « du danger de la présence sur le terrain en Syrie de d'islamistes jihadistes ». Voici des extraits d'un entretien accordé à Al Akhbar :

- Q-Avez-vous une vision de l'après-Annan ? Comment la communauté internationale va-t-elle traiter avec la crise syrienne et qu'elle est l'évaluation de l'Union européenne de la situation sur le terrain ?

- R-Trois facteurs essentiels influent sur l'attitude de la communauté internationale. Premièrement, la défection du Premier ministre Riyad Hijab et les dissidences qui peuvent suivre. Cela donne l'impression que la fin est proche. Même si cela n'est pas vrai, ce développement contribue à geler toutes les initiatives des puissances internationales influentes. Deuxièmement, le rôle iranien sur le terrain, qui est désormais visible, même si nous savions qu'il existait auparavant. Cela abouti, également, à la paralysie de toutes les démarches. Troisièmement, la multiplication des articles et des informations sur la présence sur le terrain en Syrie de jihadistes. Nous le savions dès le début, mais cela est maintenant relayé par les médias occidentaux.

- Q-Comment évaluez-vous la bataille d'Alep ?

- R-Alep est se transforme en nouvelle Srebrenica ou Grozni et cela est une honte pour nous tous. Le blocage sur le terrain va sans doute se poursuivre. Et plus les choses traînent, plus la réconciliation dans la période post-crise devient difficile.

- Q-Existe-t-il un risque de déstabilisation au Liban ?

-R-Je suis personnellement très pessimiste. L'Europe est hors-jeu, même si certains membres de l'UE tentent d'élaborer des initiatives. Les États-Unis sont bloqués. La Russie et la Chine ne bougeront pas, du moins pas avant fin septembre. Ce qui signifie que ce sont les militaires qui mènent la barque, avec tout ce que cela comporte comme dangers pour le Liban et la Jordanie. Pour l'instant, nous n'avons pas encore assez d'informations sur la nouvelle position israélienne. Le seul espoir vient du peuple syrien, bien qu'il existe des doutes sérieux sur la capacité du monde arabe à prendre en main sa propre destinée.

Al Akhbar (17 août 2012)

Le cheikh intégriste Ahmad Al-Assir a créé un périmètre de sécurité autour de la mosquée Bilal ben Rabah, où il officie à l'Est de Saïda. Il a fait installer d'énormes blocs de béton armé et une vingtaine de caméras de surveillance. Des gardiens, sans armes visibles, filtrent les passants en leur demandant leurs papiers d'identité et leur destination.

Al Akhbar (13 août 2012)

Des sources proches du parquet ont révélé que l'ancien ministre Michel Samaha a « avoué tout ce qui lui est attribué volontairement et sans pression ». Les enquêteurs disposent de preuves, des enregistrements sonores et des vidéos, ainsi que d'autres éléments. Ils disposeraient de quatre enregistrements concernant des conversations entre M. Samaha et un informateur de la section des renseignements des Forces de sécurité intérieure (FSI) sur le transport d'engins piégés et d'explosifs dans la voiture de Samaha vers le véhicule de cet agent. L'identité de ce fameux informateur ou de cet agent double était au centre de l'intérêt de tous. Il s'appelle Milad Kfoury, originaire du village de Wata Mrouj, au Metn. Marié, il est né en 1963. Les activités de Milad Kfoury dans le domaine du renseignement remontent aux années de la guerre civile au Liban. Il avait des contacts avec de nombreux services de sécurité, partisans ou officiels, au Liban, en Syrie et à l'étranger. Il a très tôt rejoint « l'aile syrienne » du parti Kataëb, et a commencé son voyage avec Elie Hobeika. Il est apparu que Kfoury avait une relation avec le ministre des Finances Mohammad Safadi depuis de longues années. Bien que ce dernier ait indiqué que sa relation avec lui se limitait au fait qu'il louait les services de la société de sécurité privée que Kfoury possédait —une relation interrompue il y a quelques semaines— il semblerait que les rapports dépassaient ce cadre et englobaient également le domaine politique. Kfoury aurait joué un rôle pour convaincre le commandement syrien de le faire nommer Premier ministre à la place de Najib Mikati. Il a ainsi organisé une rencontre secrète entre Safadi et des responsables syriens, et Michel Samaha a joué un rôle dans ce domaine. Il a aussi organisé la relation entre le ministre des Finances et des clés électorales au Liban-Nord.

Il est aussi intéressant de noter que Milad Kfoury était connu du chef de la section des renseignements des FSI, le général Wissam al-Hassan, depuis longtemps. Cette relation s'est renforcée après l'accession d'al-Hassan à la tête de ce service. Il lui a transmis des informations précieuses sur les adversaires libanais du 14-Mars et sur des responsables syriens. Milad Kfoury utilisait plusieurs noms : Zouhair Nahas, Amjad Srour et se faisait parfois passer pour quelqu'un de la famille Khairallah. Au ministère des Finances, il était connu sous le nom de Zouhair Nahas. Il

venait voir le ministre toutes les deux semaines et préférait l'attendre en compagnie des gardes du corps plutôt que dans le salon d'attente.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars)

Scarlett Haddad (14 août 2012)

Indépendamment du contenu de l'interrogatoire et de l'évolution judiciaire de ce dossier, l'arrestation de Michel Samaha constitue un coup certain pour le 8-Mars, d'autant qu'elle s'est accompagnée de poursuites contre le numéro 3 du régime syrien, le général Ali Mamlouk. Ajoutée à la nouvelle position en flèche du leader druze Walid Joumblatt qui semble concrétiser le divorce avec le Hezbollah et Amal, cette arrestation pousse les milieux du 8-Mars à croire que le Liban officiel est en train de sortir de sa fameuse neutralité vis-à-vis du dossier syrien qui le rattrape chaque jour un peu plus et pèse sur la scène locale. En dépit des dénégations officielles, les milieux du 8-Mars craignent ainsi que ces deux développements soient le début d'un renversement du rapport de force interne. Le Premier ministre Najib Mikati continue certes de défendre la politique de dissociation, mais, pour les milieux du 8-Mars, à partir du moment où la justice libanaise accuse un général influent au sein du régime syrien de préparer des troubles et des attentats au Liban, celle-là devient difficile, voire impossible. De leur côté, les milieux proches du Sérail ne cachent pas leur inquiétude face à l'évolution de la situation au Liban et en Syrie. Pour eux, trois scénarios sont envisagés à l'heure actuelle : le premier qui leur semble assez improbable est que le régime syrien parvienne à mater la rébellion et sorte vainqueur de la confrontation actuelle. Ce scénario paraît assez hypothétique d'autant que la communauté internationale n'est pas près de lâcher l'opposition syrienne. Le deuxième scénario prévoit au contraire une intensification des combats qui pousserait le président syrien à se replier vers le pays alaouite, dans ce qui ressemble à un début de partition de la Syrie qui pourrait se répercuter au Liban. Mais ce mouvement risque de ne pas se faire dans le calme, puisque les contours des mini-États confessionnels qui devraient naître dans la foulée de la partition en Syrie ne sont pas encore bien définis. Le Liban entrera alors dans une période d'instabilité qui risque de mener à la division. Le troisième scénario consiste dans la victoire claire de l'opposition et l'arrivée au pouvoir en Syrie d'un régime où le poids fort reviendrait aux Frères musulmans et aux islamistes. D'abord, pour s'installer et prendre en main les rênes du pays, ce nouveau régime devra affronter une période d'instabilité, qui aura son pendant au Liban. Il est clair que le Hezbollah perdra avec le régime syrien actuel un solide allié et un élément important de l'axe dit de la Résistance. D'autant que la campagne contre les armes du Hezbollah n'a jamais cessé et va même crescendo.

Le Hezbollah restera-t-il les bras croisés face à la possibilité de le prendre pour cible et de le pousser à déposer les armes ? Les cadres du parti refusent de répondre à cette question.

Bild am Sonntag (Hebdomadaire allemand, 19 août 2012)

Des agents du Service fédéral de renseignement (BND) allemand opèrent depuis des bateaux au large de la côte syrienne, grâce à une technologie permettant d'observer les mouvements des troupes jusqu'à 600 km au cœur du pays. Ils transmettent leurs renseignements à des officiers états-unis et britanniques qui fournissent ensuite l'information aux rebelles. Selon un responsable US s'exprimant sous couvert de l'anonymat « aucun service de renseignement occidental n'a d'aussi bonnes sources en Syrie » que le BND allemand.

Un porte-parole du ministère allemand de la Défense a indiqué qu'il était « correct (de dire) qu'un navire (allemand) effectuait actuellement une opération dans la région qui doit durer plusieurs mois » mais il a nié le fait qu'il s'agisse d'un « navire espion », contrairement aux informations de

la presse allemande. « Nous ne donnons pas de détails opérationnels sur la mission en cours », a ajouté le porte-parole.

Les agents allemands sont également actifs dans le conflit syrien depuis la base de l'Otan dans la ville turque d'Adana. « Nous pouvons être fiers de la contribution significative que nous apportons pour faire chuter le régime d'Assad », a dit un responsable du BND.

Berlin insiste sur le fait qu'une intervention militaire n'est pas la solution pour résoudre le conflit, mais le ministre de la Défense Thomas de Maizière a indiqué que l'Allemagne devait fournir de l'aide autrement, en offrant un soutien humanitaire et logistique.

The Sunday Times (Hebdomadaire britannique, 19 août 2012)

David Leppard et John Follain

Les services secrets britanniques ont aidé les rebelles syriens à lancer plusieurs attaques réussies contre les forces du régime. C'est la première fois qu'est révélé le rôle caché des services secrets britanniques dans la révolte contre le régime syrien. Un responsable affirme que les autorités britanniques « sont au courant et approuvent à 100 % » les informations secrètes qui sont transmises depuis leurs bases militaires chypriotes en passant par la Turquie jusqu'aux troupes rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL).

« Les services secrets britanniques observent attentivement ce qui se passe depuis Chypre. C'est très utile parce qu'ils trouvent beaucoup de choses », a déclaré le responsable. « Les Britanniques donnent des informations aux Turcs et aux Américains et nous les recueillons auprès des Turcs », a-t-il précisé. Selon ce responsable, l'information la plus précieuse jusqu'ici a concerné les mouvements des troupes loyales au président Bachar al-Assad en direction du centre commercial d'Alep, qui est en partie contrôlé par des rebelles.

Le Royaume-Uni a deux bases militaires souveraines à Chypre, à Dhekelia et à Akrotiri.

The New York Times (Quotidien états-unien, 18 août 2012)

L'Irak aide l'Iran à contourner les sanctions économiques imposées par l'Occident en raison de son programme nucléaire controversé, grâce à un réseau d'institutions financières et à des opérations de contrebande pétrolière.

Certains responsables du gouvernement irakien ferment les yeux sur le commerce avec l'Iran, tandis que d'autres tirent directement profit de ces activités, dont certains sont en lien étroit avec le Premier ministre Nouri al-Maliki.

Des sources au sein de l'administration Obama, des responsables américains et irakiens, ainsi que des experts bancaires et pétroliers, indiquent que Washington s'est plaint auprès de responsables irakiens des liens financiers et logistiques qui unissent Bagdad et Téhéran.

Le président américain Barack Obama a reconnu le problème le mois dernier en interdisant une petite banque irakienne, la Banque islamique Elaf, de toute transaction avec le système bancaire américain. Il avait alors déclaré que la banque avait « facilité des transactions de plusieurs millions de dollars pour le compte de banques iraniennes soumises aux sanctions, en raison de leurs liens avec les activités illicites de prolifération de l'Iran ».

Selon certains experts bancaires, la banque Elaf participe toujours aujourd'hui aux enchères quotidiennes de la Banque centrale irakienne, au cours desquelles des banques commerciales peuvent vendre des dinars irakiens et acheter des dollars.

Ces enchères permettent justement à l'Iran de renforcer ses réserves en dollars, ce qui lui permet de régler les importations les plus indispensables.

Récemment, Barack Obama a par ailleurs appris que le gouvernement irakien aidait les Iraniens en les autorisant à utiliser son espace aérien pour transporter de l'aide vers la Syrie. Il s'est alors plaint par téléphone auprès de Nouri al-Maliki et les avions iraniens ont été obligés de prendre une autre route.

The New York Times (16 août 2012)

Nicholas Kulich

Il existe à travers l'Europe, et principalement en Allemagne, des ramifications du Hezbollah qui gardent profil bas mais qui parviennent quand même à récolter des fonds qu'elles transfèrent au Liban.

Depuis l'éruption du conflit syrien, Washington et Jérusalem rappellent sans cesse l'aide militaire et économique offerte par l'axe Hezbollah-Iran à la répression sanglante du régime baassiste.

L'Europe, elle, n'est toujours pas arrivée à un consensus sur le statut officiel à assigner au Hezbollah.

Selon des experts en sécurité, les services de renseignements européens fichent les militants pro-Hezbollah mais ils sont dans le noir quand il s'agit du vrai danger, les cellules dormantes. La réticence de l'UE à placer le Hezbollah sur sa liste terroriste freine même les Américains dans leur enquête sur l'attentat du bus bulgare et dans leurs efforts de trouver une solution à la crise syrienne. Si les deux rives de l'Atlantique ne sont pas d'accord sur ce point de vue, c'est parce que le Hezbollah a su varier ses activités. En effet, depuis l'invasion israélienne du Liban en 1982, le parti de Dieu est devenu un acteur incontesté sur la scène du terrorisme international, pendant qu'au Liban, il s'est métamorphosé en acteur politique incontournable, comblant certains vides laissés par l'État libanais, notamment dans le domaine des services sociaux. Cet aspect social plaît aux politiciens européens et les pousse donc à résister aux pressions américaines. Bruce Hoffman, professeur de sécurité internationale à Georgetown, relève que « l'UE préserve cette entente tacite avec les branches européennes du Hezbollah car elle a peur d'attirer sur elle les foudres du parti de Dieu ». Du côté du Hezbollah, c'est la même dynamique : le parti a répété à maintes reprises qu'il n'est pas dans son intérêt d'être blacklisté par les Européens.

Agence France Presse (13 août 2012)

Des vidéos particulièrement horribles montrant des rebelles syriens jetant des corps du toit d'un bâtiment ou égorgeant sauvagement un homme ont circulé lundi sur internet et suscité l'indignation. L'un des documents montre une foule hurlant « Allah Akbar » en se rassemblant autour de plusieurs corps gisant sur la chaussée avant que trois autres victimes ne soient jetées du toit d'un bâtiment. « Ce sont les 'héros d'al-Bab' qui sont dans le bâtiment de la poste » assure le vidéaste et lorsque le premier corps est jeté, la foule crie « c'est un chabbih » (un milicien pro-gouvernemental). Dans une autre vidéo amateur, un homme, les yeux bandés et les mains liées dans le dos, essaie de résister alors qu'un groupe le force à s'allonger sur la chaussée. Les combattants lui crient

« Assieds-toi » et l'un d'eux crie : « Je préfère qu'on le tue par balle » mais un autre lui rétorque : « Non, tais-toi ». Alors que des gens crient aussi « Allah Akbar », un homme apparaît avec un petit couteau, l'égorge et son sang se répand sur la chaussée. « C'est le sort de tous les chabbiha et ceux qui soutiennent Bachar (al-Assad) », assure le cameraman. Ce dernier ajoute « Hamdoulillah » (louange à Dieu) et demande à l'égorgeur de s'arrêter ce qu'il ne fait pas. « O Bachar, c'est le sort de ton armée et de tes chabbiha », ajoute le caméraman. Dans le troisième clip, tourné à Azaz dans la province d'Alep, un homme portant une barbe est sorti d'une voiture avec les mains attachées derrière le dos et jeté à terre. Un homme tire sur lui avec un pistolet et un autre l'achève avec un fusil mitrailleur. Ils tirent sur lui à plusieurs reprises et la victime meurt face au sol.

Source

New Orient News (Liban)